

INTERVIEW

LES GAUCHES AU PORTUGAL

Entre principes et pouvoir

David Angel

Marisa Matias, eurodéputée et candidate à l'élection présidentielle portugaise pour le Bloco de esquerda (Bloc de gauche) était de passage au Luxembourg ce mardi. Entretien sur les récentes élections au Portugal (woxx 1340), les perspectives de la gauche anti-austéritaire en Europe et les limites de l'unité.

woxx : Lors des élections législatives du 4 octobre, le Bloco de esquerda a fait le meilleur résultat de son histoire en atteignant plus de dix pour cent des votes. Le Parti socialiste, la coalition des communistes et des Verts CDU (Coligação democrática unitária) et le Bloco ont fait ensemble plus de 50 pour cent. Néanmoins, le président Cavaco Silva a invité le leader de la droite, Pedro Passos Coelho, à former un gouvernement minoritaire. Un coup monté ?

Marisa Matias : Non. Politiquement comme formellement parlant, le président a tout à fait le droit de nommer le parti qui a rassemblé le plus de voix. Toutefois, je pense que ce n'est pas ce qu'il aurait dû faire. Après avoir rencontré les partis, il savait très bien que la coalition de droite n'aurait pas de majorité au sein du parlement. Les trois partis de gauche ont 62 pour cent des sièges, ce qui est quand même une large majorité. Le président savait que des arrangements avaient déjà été faits entre le Parti socialiste, les communistes et le Bloco. Nommer un gouvernement qui échouera inévitablement parce que l'opposition, majoritaire, votera contre lui, est une perte de temps. Le président est devenu un facteur d'instabilité, sa décision nous fait perdre du temps et elle aura certainement

un effet considérable sur l'économie, mais aussi sur la démocratie.

Pourquoi cette perte de temps ?

Je pense que Coelho a été très clair : il a dit qu'il ne donnera jamais un mandat à un gouvernement qui inclurait le CDU et le Bloco de esquerda. Même si ce qu'il a fait était donc formellement légitime, son discours n'était pas du tout acceptable. Finalement, ce qu'il a dit, c'est que le million de votes pour ces deux partis ne comptait pas et qu'il ne l'accepterait pas. Là, on est au-delà de tout scénario démocratique. En agissant de cette manière, Coelho a montré son vrai visage : pendant les dix dernières années, il n'était pas le président des Portugais, mais le président de son parti. Ce n'est pas le rôle d'un président.

« Le processus en Grèce nous a donné un avantage : désormais, nous savons tous de quoi sont capables les institutions. »

Ensemble, le CDU et le Bloco de esquerda ont fait quasiment 20 pour cent. Pourquoi ne pas avoir présenté de listes communes ?

Nous avons des trajectoires et des histoires différentes. Le Parti communiste est le parti le plus vieux du Portugal, tandis que le Bloco fait partie des partis les plus jeunes. Bien sûr, nous avons des choses en commun, mais il y a aussi des différences. Je pense que ce qui est important dans

le processus que nous vivons actuellement, ce n'est pas d'avoir des listes communes, mais d'être capables de créer les conditions pour mettre de côté nos différences et de travailler ensemble quand il le faut.

La défaite du gouvernement Syriza grec face aux créanciers vous a-t-elle rendu la tâche plus difficile ?

Entre la Grèce et le Portugal, il y a des ressemblances, mais aussi des différences. Évidemment, pendant la campagne électorale, les partis de droite ont utilisé tout ce qui se passait en Grèce contre nous, en disant que notre programme était utopique, pas réaliste. Mais, finalement, cela n'a pas eu l'effet escompté. L'« expérience grecque », ce n'est pas seulement le chantage des institutions et le « mauvais accord », mais aussi la dignité de toutes ces personnes qui se sont levées pour réclamer leurs droits et leur indépendance. Je pense que ces images étaient beaucoup plus importantes, plus puissantes. Et puis, au moins, le processus en Grèce nous a donné un avantage : désormais, nous savons tous de quoi sont capables les institutions. En général, je pense que les conséquences néfastes des politiques d'austérité, l'augmentation dramatique de la pauvreté, le fait que plus de 500.000 personnes aient été obligées d'émigrer ont eu beaucoup plus d'impact que le chantage des institutions.

Votre position à l'égard de l'Union européenne et de l'euro a-t-elle changé après ce qui s'est passé en Grèce ?

Non. Dans notre programme, qui a été élaboré bien avant les événements en Grèce, nous disions déjà que nous

n'étions pas prêts à accepter plus de sacrifices au nom de l'euro.

Quelles sont les perspectives pour la gauche anti-austéritaire en Europe ?

Toutes les options sont ouvertes, sincèrement. Nous savons plus de choses maintenant et nous nous sommes donné plus d'outils. De toute façon, avoir des propositions à faire ou pas n'est pas la question ; il s'agit plutôt d'être acceptés ou pas. Pour cela, nous avons besoin de majorités. Nous savons que la plupart des Portugais, mais aussi d'autres Européens, sont fatigués de la politique et des politiciens. En même temps, ils sont aussi las des politiques d'austérité. Notre objectif doit être de transformer cette majorité sociale qui existe déjà en majorité politique. Nous sommes d'accord avec cette colère que les gens ressentent à l'encontre du système politique. Les choix démocratiques ne sont pas appliqués, les citoyens n'ont plus leur mot à dire. L'extrême droite et la droite populiste ont pu gagner du terrain. Mais, désormais, des alternatives émergent un peu partout, et nous assistons aux premiers pas vers un changement de cap en Europe. En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Irlande, mais aussi au Royaume-Uni, où Jeremy Corbyn a pris les rênes du Labour Party, il y a à nouveau de l'espoir.

Revenons au Portugal : que se va-t-il se passer maintenant ?

Tout est possible. La semaine prochaine, il y aura au parlement le vote sur le programme du gouvernement désigné. Les trois partis de la gauche présenteront une motion de censure et nous espérons évidemment qu'ils

Née en 1976 à Coimbra, Marisa Matias est sociologue de formation, spécialisée dans les questions d'environnement et de santé publique. Après avoir fait ses débuts dans les mouvements étudiants et être passée par les mouvements de défense des droits des femmes et des personnes LGBT, elle a finalement atterri au Bloco de esquerda. Aujourd'hui, elle siège au Parlement européen et se porte candidate à l'élection présidentielle de janvier 2016 pour son parti. Elle était au Luxembourg pour y assister au congrès de la Gauche unitaire européenne (GUE) et était l'invitée d'un meeting organisé par Déi Lénk.



PHOTO: DÉI LÉNK

resteront unis et que la motion passera. Après, on ne peut jamais être sûr. Au sein du Parti socialiste, il y a un secteur assez critique qui ne veut pas de cette coalition de gauche. Si cette motion de censure passe, le président aura deux options : soit il propose le leader du second parti avec le plus de votes - le Parti socialiste en l'occurrence -, soit il nomme un gouvernement transitoire jusqu'à d'éventuelles élections anticipées. Un tel gouvernement n'aurait pas de budget et ses pouvoirs seraient très restreints. J'espère qu'il ne fera pas ce choix, car ce serait une nouvelle perte de temps. Ce que nous avons vu les derniers jours est infâme : le gouvernement désigné a nommé plus d'une centaine de hauts fonctionnaires. Ils ont utilisé ce court laps de temps pour finaliser des privatisations dans des secteurs critiques, comme les transports. En gros, on leur a laissé le temps de réaliser certaines choses qu'ils voulaient absolument réaliser.

« Ce que nous vivons au Portugal est une situation d'urgence et nous devons vraiment en finir avec ce gouvernement. »

Si le président décide d'instaurer un gouvernement transitoire, la Constitution prévoit que six mois doivent s'écouler avant des élections anticipées. Cette nouvelle unité de gauche tiendra-t-elle aussi longtemps ?

Oui. Dans le pire des cas, l'élection présidentielle de janvier pourra encore changer la donne. Le nouveau

président, qui, heureusement, ne sera plus le même, pourra à nouveau rencontrer tous les partis et essayer de trouver une solution stable.

Vous êtes la candidate de votre parti à cette élection présidentielle. Un candidat unitaire de gauche n'aurait-il pas plus de chances de l'emporter ?

À la base, notre priorité, c'était de désigner un candidat commun à toute la gauche, qui pourrait rassembler derrière lui les forces de gauche. Malheureusement, en pratique, on n'a pas réussi à le réaliser. En face, la droite a un seul candidat, comme d'habitude. C'est un candidat très fort en plus, qui prépare ces élections depuis dix ans. Selon les derniers sondages, il pourrait espérer arriver à 49 pour cent des voix ! Face à cela, il est évident que, plus le choix est diversifié, plus nous pourrions mobiliser d'électeurs. Après, pour le second tour, nous pourrions toujours nous unir. Mais, pour ça, il faut déjà que leur candidat ne l'emporte pas dès le premier tour.

Le leader socialiste Costas a annoncé qu'une possible coalition de gauche respecterait les limites du « cadre budgétaire européen »...

Nous avons lié notre participation à cette coalition de gauche à des conditions très concrètes. Toutes ces conditions sont liées à la fin des politiques d'austérité, à la protection des plus vulnérables et à la lutte contre la misère. Nous avons étudié toutes les possibilités et présenté des alternatives budgétaires viables. Ces alternatives existent et sont tout à fait réalisables. Je pense que ce que nous vivons au Portugal est une situation d'urgence et que nous devons vrai-

ment en finir avec ce gouvernement. Si, en plus de cela, nous pouvons protéger ceux qui en ont le plus besoin, ce serait un premier pas dans la bonne direction. Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec le Parti socialiste, mais qu'il est possible de trouver des alternatives tout en restant dans les limites du cadre budgétaire européen.

« Nous savons que les principes sans le pouvoir, ça ne sert personne. Tout comme le pouvoir sans les principes. »

Ne risquez-vous pas de perdre votre crédibilité aux yeux de vos électeurs en acceptant ce cadre budgétaire ?

Bien sûr, ce risque existe. Et il est grand. Mais pas aussi grand que ce que nous risquons en laissant le même gouvernement continuer et détruire le pays. Nous devons utiliser tous les moyens possibles pour éviter cela. Nous gardons notre ligne politique, mais, en même temps, nous savons que les principes sans le pouvoir, ça ne sert personne. Tout comme le pouvoir sans les principes.

Lors des élections de 2011, le Bloco de esquerda a dû faire face à une lourde défaite (5,2 pour cent des voix) suivie d'une crise interne. Comment avez-vous pu surmonter ces difficultés et cela risque-t-il de se reproduire ?

Dans la vie d'un parti, tout est possible. Nous avons traversé une période très critique, avec beaucoup de divisions internes, et tout cela bien sûr en public et en toute transparence. Mais, en fait, je ne crois pas que les divergences soient un véritable problème pour le Bloco. Au contraire, c'est peut-être sa plus grande qualité. Nous avons une démocratie interne qui fonctionne, nous sommes transparents et nous avons été capables de rebâtir et de réunifier le parti. L'issue du vote a aussi été le résultat de tout cela. Maintenant, nous sommes probablement plus unis que jamais, mais j'espère qu'il restera toujours de la place pour des opinions divergentes au sein du parti. Je ne voudrais pas avoir une seule voix qui parle au nom du Bloco. Je n'appartiens pas au Bloco, personne n'appartient au Bloco - le Bloco est à nous.